

Entreprises françaises, indétrônables en Afrique

Malgré la concurrence des puissances émergentes comme la Chine, les entreprises françaises progressent bien sur le marché africain. Dans cette interview, Alexandre Vilgrain, Président du Conseil français des Investisseurs en Afrique (CFIA), nous explique ce paradoxe.

Alexandre Vilgrain,
président du CFIA



Les *Afriques* : Pouvez-vous nous présenter brièvement le CIAN ?

Alexandre Vilgrain : Le Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN) est une association d'entreprises françaises qui ont des filiales sur le continent africain et qui réalisent un chiffre d'affaires d'environ 40 milliards d'euros. Il sert à partager nos informations sur le continent et de nous appuyer les uns sur les autres, de former un réseau influent pour faire du lobbying.

LA : Pouvez-vous nous donner les principaux chiffres des entreprises françaises en Afrique ?

A.V. : C'est difficile de connaître les chiffres exacts, parce que les gens sont discrets. Mais on peut noter qu'il y a une progression des entreprises françaises de 6 à 7% en 2011 et 2012. Donc, on voit bien que la croissance en Afrique bénéficie aussi aux entreprises françaises.

Les entreprises françaises ont beaucoup investi en Afrique. Les flux financiers ont pratiquement doublé. Ils sont passés de 2,5 milliards à 4,5 milliards d'euros entre 2011 et 2012.

On estime que l'ensemble des sociétés françaises en Afrique représentent à peu près un chiffre d'affaires de 40 milliards d'euros et réalisent une progression de chiffres d'affaires de l'ordre de 12 à 13% pour les filiales.

LA : Les échanges économiques entre la France et l'Afrique ont été longtemps dominés par les matières premières. Est-ce toujours le cas ?

A.V. : Tout le monde pose cette question. Je ne crois pas que l'extraction des matières premières soit la principale activité des entreprises françaises en Afrique.

Pour la France, il y a uniquement Total qui fait de l'exploration et de l'exploitation du pétrole et du gaz. La deuxième entreprise française dans le domaine de l'extraction, c'est Areva, qui est une entreprise d'Etat. Donc, il y a peu d'entreprises minières françaises sur le continent. Je peux vous citer uniquement les deux. Pour le reste, je ne connais pas. Il n'y pas d'industrie extractive dans le privé.

Les gens disent souvent, que l'extraction des mines, c'est une activité postcoloniale, vous les français, vous continuez à exploiter les mines et le sous-sol africain, etc. Quand on parle d'entreprises extractives dans le fer, dans le cuivre, dans l'industrie extractive en général, le plus souvent ce sont des entreprises canadiennes, c'est Mr Mittal, c'est Mr Dangoté, etc. Ce ne sont pas des entreprises françaises.

Il n'y a jamais eu de société extractive en dehors de Total et Areva. Les activités des entreprises françaises en Afrique ne reposent pas là-dessus.

Il n'y pas de secteur qui échappe aux entreprises françaises, tout comme aux entreprises européennes ou chinoises, ou africaines.

LA : Alors dans quels secteurs, la présence des entreprises françaises est-elle la plus marquée aujourd'hui en Afrique ?

A.V. : Les entreprises françaises sont présentes dans tous les secteurs d'activités: dans l'agriculture, dans la transformation des matières premières importés, dans la transformation des produits locaux pour l'exportation ou la consommation locale (pour des produits comme le cacao), dans la banque, dans les voitures, les tracteurs, etc.

Donc il n'y pas de secteur qui échappe aux entreprises françaises, tout comme aux entreprises européennes ou chinoises, ou africaines. Les entreprises françaises sont pratiquement dans tous les secteurs aujourd'hui.

LA : Ces dernières années, on constate une montée en puissance des entreprises des pays émergents comme la Chine ou la Turquie sur le marché africain. Cette offensive des puissances émergentes est-elle une menace pour l'avenir des entreprises françaises en Afrique ?

A.V. : Je pense que cela n'est pas une menace, mais plutôt une opportunité. Car la croissance africaine est importante. Il y a assez de capitaux en Europe ou aux Etats-Unis pour pouvoir financer cette croissance.

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI

Salon International de l'Électricité, de l'Éclairage, de l'Électrotechnique et de l'Automatisme Industrielle

elec expo

Salon International des Énergies Renouvelables et de l'Énergie Émergente

EneR Event

Salon International des Composants, des Systèmes et des Applications Électroniques

Tronica Expo

du 20 au 23 novembre 2013 Foire Internationale de Casablanca - OFEC

Participation de plus de 21 pays

Partenariat sud - sud
Plateforme confirmée
Opportunités de business

Invités d'Honneur : Royaume d'Espagne, République du Bénin

Organisateur principal : Fenelec

En partenariat avec : Marec, AEC, etc.

Organisateur : Fenelec

En collaboration avec : Marec, AEC, etc.

«... Les risques existent, il faut les atténuer»,
Alexandre Vilgrain



Il vaut mieux avoir le quart d'une grande tarte, que la moitié d'une toute petite tarte.

Ce n'est pas seulement les chinois et les turques, vous pouvez y ajouter les indiens, les indonésiens, les singapouriens, les brésiliens, les sud-américains, etc. Il n'y a pas que des pays dits des BRICS qui sont présents en Afrique. Aujourd'hui tout le monde s'intéresse à l'Afrique, parce que le continent en a besoin. C'est un nouveau marché qui a besoin de partenaires.

Donc la principale conséquence pour les entreprises françaises, c'est qu'effectivement on perd des parts de marché. Mais la tarte grandit. Et il vaut mieux avoir le quart d'une grande tarte, que la moitié d'une toute petite tarte. C'est ce qui est en train de se passer pour nous en Afrique.

Maintenant le problème, c'est quand on est sur le même secteur d'activité que nos concurrents des autres pays. Comment faire ? On se débrouille, pas si mal que ça. On accepte la compétition et quelque fois on la gagne. Et souvent, on travaille ensemble. C'est ce qui s'est passé au Gabon pour la construction de routes : les entreprises françaises ont fait venir des sous-traitants chinois pour gérer l'appel d'offres.

Les entreprises françaises ont développé un savoir-faire africain. Et quelque fois, il y a des entreprises chinoises ou indonésiennes ou brésiliennes ou même africaines qui passent à travers les entreprises françaises pour pouvoir se développer.

LA : Le marché africain est en pleine croissance depuis plusieurs années. Le continent présente beaucoup d'opportunités à saisir, mais aussi beaucoup de risques. Comment les entrepreneurs français perçoivent-ils le risque du marché africain ?

A.V. : Tous les marchés ont un risque. Il n'y a pas que sur le marché africain qui présente des risques. Partout il y a un risque: le risque du marché, risque de l'investissement, etc. L'appréhension des financiers internationaux de l'Afrique est assez particulière. Le dernier endroit dans les années 80 qui avait un risque fort c'était la Chine : et pourtant ça a bien marché. J'ai l'impression que beaucoup d'investisseurs et de grands financiers considèrent aujourd'hui l'Afrique comme la nouvelle Chine ; c'est là où il faut aller.

L'Afrique a beaucoup d'avantages mais aussi des inconvénients. Pour les avantages on peut citer : une population jeune, des gens qui veulent travailler, des terres arables, etc.

Le défaut, c'est qu'il y a 54 pays, et non pas un seul pays. Donc il y a de nombreuses frontières et des droits de douanes dans tous les sens. Le problème, c'est que le commerce interafricain est très faible. Tout repasse par l'Orient ou l'Occident. C'est ça le vrai sujet. Mais, c'est un sujet qui est en train de se débloquer. Et, plus le commerce interafricain va se développer, plus le risque va diminuer.

Concernant le risque politique, il existe partout. Il se trouve que statiquement quand il y a une guerre dans un pays africain, on n'a pas détruit nos activités. Nous avons pu continuer à travailler. Les gens font attention à ça. L'autre exemple que j'aime citer, c'est la Côte d'Ivoire. Dix ans de guerre civile, et pourtant on a continué à travailler.

Pour le risque religieux, c'est quelque de nouveaux, que je ne maîtrise pas. On voit bien qu'il y a quelque chose qui se passe au Nigeria ou au



«... L'Afrique est un territoire formidable. C'est là, où il faut aller»

Mali. C'est difficile. J'ai du mal à comprendre et à appréhender.

LA : Selon vous, quelle est l'avenir des échanges économiques entre la France et les pays africains ?

A.V. : Les flux d'investissements vont continuer à progresser. Par contre pour la relation entre la France et les pays de l'Afrique francophone, je dirai que la France a joué son rôle. C'est un peu comme le Portugal et le Brésil : une langue commune et aujourd'hui le Brésil est devenu plus puissant que le Portugal. Aujourd'hui, il y a plus de francophones en Afrique qu'en France. Cette communauté francophone, ce n'est pas seulement des flux financiers, des affaires. C'est aussi de la culture, c'est aussi des habitudes. Je suis très optimiste sur les flux entre la France et l'Afrique. Même si ces flux sont pollués en grande partie par l'immigration clandestine qui est un sujet difficile, avec le problème de visas, d'adaptabilité, etc. On a tous à l'esprit cette horreur de Lam-pedusa. Souvent les entreprises françaises ne recrutent pas suffisamment de cadres africains. Si on est un peu optimiste, on peut considérer que dans les 10 ans ou 15 ans à venir, l'Afrique va se développer et les africains n'auront plus besoin de venir travailler en Europe. J'espère que c'est ça qui va se passer. Et à un certain moment, les gens vont s'apercevoir que l'Afrique est un territoire formidable. C'est là, où il faut aller.

Propos recueillis par
Ibrahim Souleymane

TRACTAFRIC EQUIPMENT

Spécialiste de l'équipement industriel, minier et BTP N°1 au Maroc et en Afrique centrale

Tractaftric Equipment équipe les plus grands opérateurs et les accompagne dans leur développement au Maroc, Cameroun, Gabon, Congo, RDC..., avec :

- un service complet : vente et location de matériel, pièces, maintenance, réparation, gestion de flotte, formation...
- un large choix de matériels : minier, BTP, forestier, moteurs industriels et marins, centrales électriques, groupes électrogènes...
- des équipements signés des meilleurs constructeurs : Caterpillar, notre partenaire depuis 80 ans, mais aussi Perkins, Hyster, Sullair, Utilev...



Mines

Travaux Publics

Energie

Pétrole & Gaz



Tractaftric Equipment Maroc

Siège : km 11,6 • Autoroute Casa-Rabat • BP 2632 • Casablanca

Tél. : +212 (0)5 22 76 30 00 • contact.maroc@tractafrictae.com

Pour connaître les coordonnées de nos agences au Maroc - Casablanca, Marrakech, Tanger, Oujda, Meknès, Agadir - et en Afrique centrale, consultez notre site : www.tractaftric-equipment.com

Tractaftric
equipment

